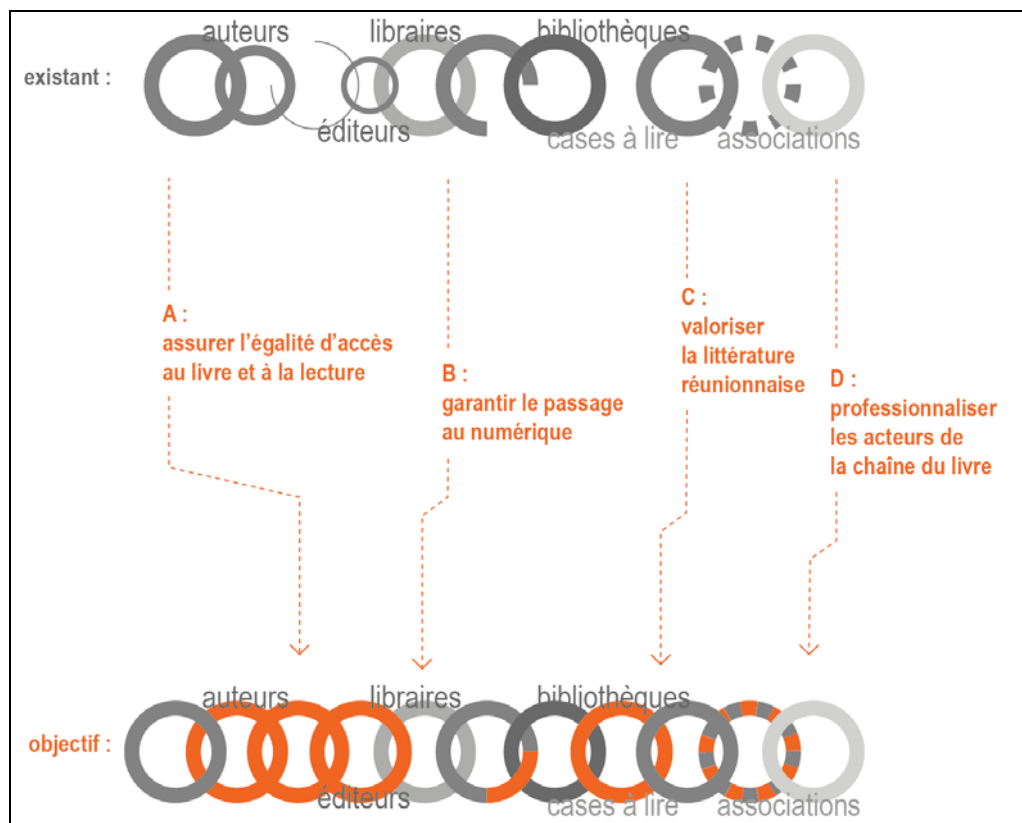


CONSEIL REGIONAL DE LA REUNION
DAC OCEAN INDIEN



Etude en vue de l'élaboration d'un schéma régional de la lecture publique et de la littérature réunionnaise

PHASE 2 - PRECONISATIONS

26 mai 2014



6, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 01 55 34 99 40
Fax : 01 55 34 99 41
www.abcd-culture.com

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I – RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ENJEUX DU SCHÉMA RÉGIONAL DE LA LECTURE PUBLIQUE ET DE LA LITTÉRATURE RÉUNIONNAISE.....	4
I. 1 Rappel des principaux constats du diagnostic	5
I. 2 Les grands enjeux du livre et de la littérature à la Réunion	5
II – PROPOSITIONS DE PLAN D’ACTIONS POUR LE SCHÉMA RÉGIONAL	7
II. 1 Les quatre axes stratégiques du Schéma déclinés en plan d’actions	8
II. 2 Déclinaison du plan d’actions.....	10
III – ÉLÉMENTS DE MISE EN œuvre DU SCHÉMA RÉGIONAL	32
III.1 Nécessité d’une structure interprofessionnelle	33
IV – EN CONCLUSION	35

INTRODUCTION

Cadre du présent rapport

Le Conseil Régional de la Réunion et l'Etat (DAC OI) ont souhaité mener une réflexion commune sur la situation et le développement de la chaîne du livre à la Réunion : secteurs de la lecture publique, de la vie littéraire et de l'économie du livre (auteurs, éditeurs, diffuseurs/distributeurs, libraires). Notons que la réflexion souhaitée sur le livre et la lecture est à entendre au sens large et comprend bien entendu ses évolutions numériques.

Si un réel dynamisme du livre et de la lecture s'est développé depuis une vingtaine d'années à la Réunion, un bilan est aujourd'hui nécessaire pour :

- évaluer les atouts et faiblesses de ces secteurs.
- faire évoluer les interventions publiques vers plus d'efficacité et de pertinence.
- préparer, accompagner et soutenir les acteurs aux évolutions tant au niveau national qu'international pour une politique adaptée au contexte local.

Déroulement de la mission confiée à abcd

La mission confiée à abcd s'articule en deux phases :

- phase 1 : diagnostic,
- **phase 2 : stratégie et prospective du schéma régional, objet du présent rapport**

La phase 2 a débuté fin octobre par trois groupes de travail qui ont permis de réunir des acteurs du livre et de la lecture autour des trois problématiques suivantes :

groupe 1 : professionnalisation des acteurs du livre et de la lecture
groupe 2 : mieux toucher la population
groupe 3 : valorisation de la création littéraire de l'île localement et à l'extérieur

Les contributions des groupes de travail ont été très riches tant dans les échanges que dans les propositions. Même si toutes les propositions ou suggestions ne peuvent être retenues dans le plan d'actions, il est important de souligner que le plan d'actions présenté ci-après s'appuie largement sur les besoins exprimés par les acteurs de terrain ainsi que leurs propositions.

La formalisation du plan d'actions a fait l'objet d'échanges avec la Région et la DAC OI. Une séance de travail a également été organisée avec le comité technique autour de ces propositions le 24 avril 2014.

I – RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ENJEUX DU SCHEMA REGIONAL DE LA LECTURE PUBLIQUE ET DE LA LITTERATURE REUNIONNAISE

I. 1 Rappel des principaux constats du diagnostic

Dans le domaine du livre et de la littérature, la Réunion bénéficie d'une **richesse réelle** : création littéraire dynamique, éditeurs diversifiés et visibles, qualité en croissance de la production, réseau de bibliothèques et d'associations maillant le territoire, nombreuses initiatives dans la lutte contre l'illettrisme...

Globalement, les acteurs souffrent d'une **réelle fragilité**. Les difficultés touchent particulièrement les entreprises de l'édition et de la librairie (tendance nationale) ou encore les bibliothèques publiques où le paysage régional fait apparaître des efforts importants et conjoints des collectivités et de l'Etat en investissement alors que les moyens en fonctionnement ne suivent pas toujours.

Le **soutien des financeurs publics** est présent, en développement (notamment avec les aides récentes à l'édition de la Région) mais encore timide et parfois dispersé.

La notion de chaîne du livre est prise en compte par les acteurs du livre et de la lecture mais les liens et interconnexions sont encore insuffisants. Il **manque encore de la connexion** entre tous les maillons de cette chaîne du livre et ce, malgré l'existence d'une structure associative. Si son rôle est de favoriser les échanges interprofessionnels et des temps forts (salons) qui permettent aux uns et aux autres de se rencontrer, sa gestion administrative et financière reste fragile.

I. 2 Les grands enjeux du livre et de la littérature à la Réunion

Le livre et la lecture à la Réunion est un secteur culturel qui touche à de multiples problématiques :

- lire et accéder aux connaissances, aux savoirs, à la culture par le livre et les contenus numériques est indispensable pour chacun dans son épanouissement personnel, la possibilité de s'évader, son émancipation, ses apprentissages, sa réussite scolaire et sociale... Y accéder facilement répond à un indispensable **enjeu de démocratisation culturelle et d'accès aux connaissances pour tous**.
- soutenir et valoriser le livre et la lecture répond également à des **enjeux économiques** d'un secteur fragile qui pourtant n'existe pas sans ses auteurs, ses éditeurs, ses libraires.
- enfin, les **enjeux de patrimoine et d'identité culturelle** sont également présents dans cette réflexion. Tous les auteurs réunionnais n'écrivent pas sur la Réunion, son histoire, ses cultures... mais qui d'autres que les écrivains et artistes réunionnais peuvent parler de leur île (en langue créole ou en langue française) ? C'est dans ce sens que la littérature régionale est importante quant à la valorisation des cultures régionales.

Au-delà de ces enjeux généraux, le diagnostic a fait ressortir des enjeux spécifiques à la chaîne du livre :

- **professionnalisation des acteurs du livre et de la lecture** : globalement, le diagnostic a fait ressortir la nécessité d'élever la qualité de l'ensemble de la chaîne du livre et donc de permettre à chacun de ses acteurs d'améliorer ses compétences dans sa profession. De manière commune à l'ensemble de la chaîne du livre, sont apparus de façon récurrente des besoins en formation, la nécessité de coopérer entre acteurs afin d'échanger et de capitaliser savoir-faire et connaissances et enfin la prise en compte des évolutions liées au

numérique. Ensuite, de manière plus ciblée, certains acteurs ont des besoins plus spécifiques liés à la particularité de leur profession.

- **mieux toucher la population** : compte tenu du contexte particulier de la Réunion, des disparités sociales et géographiques qui caractérisent la région, l'attention à apporter à la population quant à l'accès au livre, à la lecture de manière générale est un enjeu majeur de cette réflexion. Alors que le diagnostic fait apparaître globalement un maillage correct en bibliothèques publiques, des moyens humains en nombre (à l'exception des plus petites bibliothèques du territoire), l'impact des bibliothèques auprès de la population nécessite d'être amélioré. L'enjeu est bien ici de mobiliser les professionnels, de s'appuyer sur les moyens existants (et de les capitaliser) pour faciliter l'accès à tous aux lieux de lecture existants.
- **valorisation de la création littéraire de la Réunion localement et à l'extérieur** : la création régionale est une richesse que peu contestent (la qualité peut être améliorée certes mais le potentiel est réel). Le diagnostic a montré que la création s'est développée (notamment en littérature pour la jeunesse), que les productions littéraires se diffusaient grâce aux librairies, bibliothèques et salons. Cependant, la diffusion reste insuffisante dans l'île et à l'extérieur, l'aura de la production réunionnaise demeure encore trop confidentielle. L'enjeu pour le territoire est bien là de valoriser la richesse créative de la Réunion.

II – PROPOSITIONS DE PLAN D’ACTIONS POUR LE SCHEMA REGIONAL

II. 1 Les quatre axes stratégiques du Schéma déclinés en plan d'actions

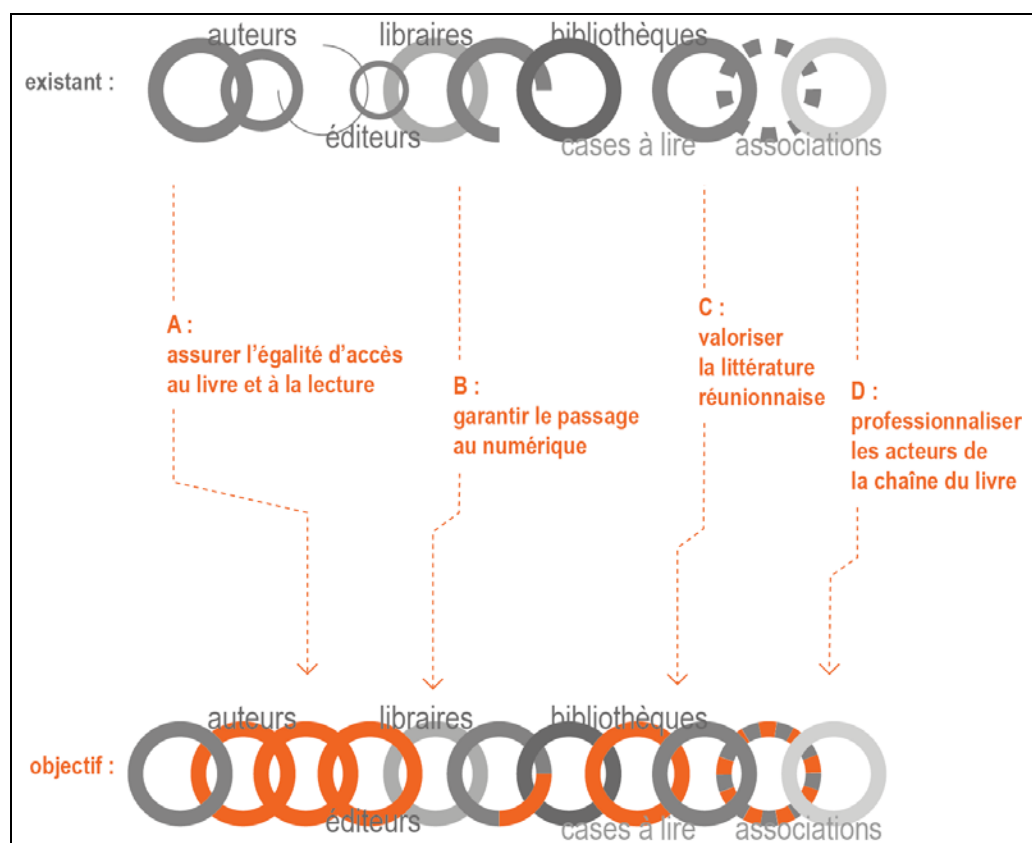
Pour répondre aux trois grands enjeux identifiés précédemment, le futur plan d'actions est articulé autour de 4 axes.

Les actions présentées dans ce schéma ont été retenues suite à de nombreux **échanges** menés tant avec les acteurs du livre et de la lecture du territoire qu'avec les collectivités concernées et l'Etat. Les entretiens individuels de la phase de diagnostic ont été enrichis lors de cette phase de travail par l'organisation de groupes de travail thématiques avec les professionnels du secteur et leurs partenaires.

Ce plan d'actions a été pensé **dans un objectif de transversalité** entre les acteurs de la chaîne du livre. Cependant, certaines actions peuvent ne concerner qu'une typologie d'acteur et répondre ainsi à des objectifs et préoccupations plus centrés sur un des maillons de cette chaîne. La définition des actions a été conçue en partant toujours de l'existant et de ce qui peut être amélioré (il ne s'agit pas de refaire systématiquement de nouvelles actions). Nous avons également été attentifs aux diverses richesses du territoire et notamment à son tissu associatif reconnu sur lequel il est nécessaire de s'appuyer.

La question des populations est au cœur de l'ensemble des axes et ce, de manière transversale sous l'angle des actions de professionnalisation de la lecture publique, du développement du numérique et de la valorisation de la création littéraire. Il est bien clair que ce schéma est totalement connecté avec les problématiques de lutte contre l'illettrisme qui imprègnent un certain nombre d'axes de politique publique sur le territoire.

Le **portage des actions** ne peut être systématiquement de la responsabilité des pilotes du schéma, à savoir le Conseil régional et la DAC OI. La mise en œuvre d'un tel schéma est ouverte et partagée par les collectivités publiques.



A – Assurer l'égalité d'accès au livre et à la lecture

- ◆ Renforcer l'offre de lecture publique sur le territoire
- ◆ Préserver l'offre du livre sur le territoire

B – Garantir le passage au numérique

- ◆ Pour les acteurs de l'économie du livre
- ◆ Pour les bibliothèques et médiathèques
- ◆ Pour appuyer le développement de nouveaux services à la population

C – Valoriser la littérature réunionnaise ici et ailleurs

- ◆ Soutenir les salons existants et la présence réunionnaise dans les salons extérieurs
- ◆ Développer la présence de la littérature réunionnaise dans les médias
- ◆ Favoriser les liens entre les auteurs réunionnais et la population réunionnaise
- ◆ Mettre en place un temps fort autour du livre
- ◆ Travailler le lien tourisme-littérature

D – Professionnaliser les acteurs de la chaîne du livre

- ◆ Développer une démarche partenariale de GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) à l'échelle de la filière du livre
- ◆ Renforcer la formation continue
- ◆ Inciter au développement de résidences d'auteurs

II. 2 Déclinaison du plan d’actions

A – Assurer l’égalité d’accès au livre et à la lecture

MAILLONS PRINCIPAUX DE LA CHAÎNE DU LIVRE CONCERNÉ				
Auteurs	Editeurs	Libraires	Bibliothèques/médiathèques	Autres acteurs de la chaîne du livre (associations, cases à lire...)

A - Assurer l'égalité d'accès au livre et à la lecture

Equilibrer l'offre de lecture publique sur le territoire				
<ul style="list-style-type: none"> - renforcement de l'offre en équipements - renforcement de l'attractivité des équipements - renforcement de l'action culturelle des médiathèques - développement de la médiation sur des projets innovants 				
Préserver l'offre du livre sur le territoire (acteurs économiques)				
<ul style="list-style-type: none"> - mise en application des exonérations liées au label LIR - maintenir dispositif national d'aide au transport - maintenir dispositifs de la Région en direction des éditeurs et élargir aux libraires - accompagner les acteurs (pour activer les aides existantes, pour formation...) 				

- ◆ **Vers un renforcement de la lecture publique** : conforter le **rôle social** des médiathèques (on parlera généralement de médiathèque afin d'affirmer que toute structure de lecture publique ne propose plus seulement du prêt de livres mais aussi des accès aux outils et contenus numériques, de multiples supports permettant d'accéder aux savoirs, à la connaissance), équilibrer l'offre sur le territoire, faire tendre les équipements existants et à venir vers des **médiathèques nouvelle génération** qui intègre le numérique et tous les supports, inventer un modèle réunionnais de la médiathèque de demain dans laquelle le livre ne soit pas que vecteur du savoir mais que par des collaborations avec les acteurs culturels la médiathèque puisse jouer un **rôle de lieu culturel** ancré sur l'ensemble du territoire et de **lieu de rencontre et de sociabilité** qui révèle la littérature et la culture réunionnaise dans son mode de vie et son patrimoine.

La médiathèque est plus que jamais l'interface de proximité, elle est le lieu du lien, lieu riche de possibilités sur lequel il faut porter un regard neuf : c'est un bouquet de services formidable.

Il est important de rappeler toujours et encore que les médiathèques sont (avec l'école) le premier **lieu de démocratisation** de la culture, de l'accès aux connaissances, à l'autoformation et qu'elles constituent un facteur favorisant la

réussite éducative des plus jeunes, l'enrichissement culturel et intellectuel des populations, leur socialisation. L'accès au livre est une mission parmi d'autres des médiathèques qui, dans le contexte actuel, sont les lieux d'échanges et de partages indispensables qui permettent de rompre un isolement social et économique.

Enfin, une médiathèque est un **formidable outil d'aménagement du territoire**, qui permet de répondre à de nombreux enjeux urbains, de redynamisation des villes en changeant leur image.

Malgré les efforts réalisés par les communes et les intercommunalités, soutenues par l'Etat et la Région, ces dernières années pour la création de nouveaux équipements de lecture publique sur le territoire, l'accès au livre et plus largement à la connaissance et aux savoirs est encore à développer.

Plusieurs axes sont donc à renforcer simultanément sur le territoire:

- **l'offre en équipements (voir détail par territoire ci-après)** en privilégiant les zones mal desservies et/ou porteuses d'enjeux sociaux forts (populations défavorisées, illettrées, quartiers en zones urbaines prioritaires...) et en développant des **projets innovants** de médiathèques, 3ème lieu de vie après la maison et le travail, **reposant sur la mixité et la transversalité de services** afin de toucher un plus large public. Ainsi, de nouveaux équipements pourraient être créés dans cet esprit comme par exemple une médiathèque/centre social (des projets ont été réalisés en Métropole), une médiathèque/crèche, une médiathèque/pépinière d'entreprises, une médiathèque/espace sportif (comme cela sera le cas pour un futur équipement dans un quartier de St Denis), un médiathèque/espace associatif.
- **l'attractivité des médiathèques** avec une **garantie d'enrichissement du volume et de la qualité des collections (la pérennisation des collections n'est pas suffisamment assurée avec des budgets d'acquisition en forte baisse voire absents ce qui ne permet pas de renouvellement suffisant et de propositions de nouveautés)**, une **adaptation des horaires** d'ouverture aux pratiques des habitants et à leur disponibilité, une offre intégrant le **numérique** (voir partie sur le numérique) avec des propositions de bouquets de services étoffés, une adaptation des **conditions financières d'accès**. Idéalement le développement de la **gratuité** dans toutes les médiathèques permettrait de lever une barrière réelle.
- la **médiation** auprès de la population en incitant les médiathèques à travailler plus avec les structures sociales du territoire, en travaillant l'accueil et la convivialité des équipements existants, en confortant l'action culturelle, en tissant les liens avec les acteurs associatifs (cases à lire...). Sur ce volet, la mise en place **d'un appel à projets innovants** qui réunissent partenaires sociaux, économiques et/ou culturels serait incitative (hypothèse d'une enveloppe annuelle de 50 000 €) et permettrait de soutenir des projets répondant à de véritables transversalités et à une approche territoriale dépassant les territoires communaux.

Les évolutions récentes sur les différentes communes de l'île et l'histoire de la lecture publique sur l'île dessinent aujourd'hui non pas un paysage mais de multiples paysages de la lecture publique avec des besoins qui divergent d'un territoire à l'autre :

1. Développement de la lecture sur le territoire Nord (Ste Suzanne, Ste Marie, St Denis)

Existant

- Un équipement récemment rénové et agrandi sur Ste Marie, relayé par 8 annexes gratuites qui sont des BCD (Bibliothèques Centres Documentaires situées dans les écoles primaires) notamment dans les hauts.
- Une médiathèque récemment créée à Ste Suzanne mais insuffisante sur les écarts.
- 8 bibliothèques-médiathèques sur St Denis avec un projet sur le quartier du Chaudron et une réflexion sur la réhabilitation de la médiathèque François Mitterrand, des compétences partagées entre la CINOR et la ville selon les équipements.
- Des outils intercommunaux sur les équipements de la CINOR : politique d'actions culturelles, catalogue commun et portail à venir.
- Une absence d'homogénéisation de l'accès aux médiathèques sur un même territoire du fait de la gestion par des collectivités différentes.

Besoins

- Globalement une réflexion sur la **visibilité et l'accessibilité** de l'offre actuelle et sur le **partage des compétences** entre villes et agglomération.
- Une offre de proximité insuffisante sur certains quartiers de St Denis (Ste Clotilde, centre ville) et sur les écarts de Ste Suzanne (l'actuelle médiathèque n'est pas facilement accessible de tous les quartiers de la commune).
- Des équipements sur St Denis à requalifier car trop petits ou mal intégrés : Bas de la Rivière par exemple.
- La médiathèque François Mitterrand est vieillissante dans son aménagement, un projet de réhabilitation est en cours.

Propositions

- La création d'**équipements supplémentaires** sur St Denis (au moins deux) dont la localisation est à approfondir en fonction des bassins de vie et de l'impact des équipements existants (nécessité d'observer les taux d'inscrits quartier par quartier, données non encore disponibles). Ces équipements seront pensés en totale cohérence avec le quartier d'implantation et intégreront des services garantissant l'élargissement des publics avec par exemple un espace d'échanges de savoir faire qui tiennent compte des pratiques culturelles à la Réunion, un espace de convivialité qui pourrait intégrer une cuisine collective, une cafétéria et un jardin avec la possibilité de pique niquer, lire, écouter de la musique, se reposer à l'extérieur...
- Mise en place de **kiosques à livre** (au moins un) dans le centre ville (par exemple gare routière, jardin de l'Etat, Hôtel de ville?) de St Denis pour emprunter rapidement des ouvrages dans les localisations les plus fréquentées du centre (à l'instar de ce qui est proposé dans les métros de Madrid : bibliometro, 3000 documents, environ 800 titres car de nombreux documents en plusieurs exemplaires, 2 personnes pour accueillir de 13h à 20h) ou création d'un équipement en centre ville, ce qui pose la question de la complémentarité avec la BDR.
- La mise en place d'un **médiabus** mutualisé sur les écarts avec priorité sur St Denis et Ste Suzanne car il y a 8 annexes sur Ste Marie : penser une structure mobile qui intègre une part d'animations systématique et pas seulement du prêt de document et systématiser un partenariat local (maison de quartier, mairie annexe, cases...) qui constitue le relais du médiabus lors de son passage et entre les passages (relais d'information pour rappeler le passage du bibliobus, relais de

services comme la restitution de documents en cas d'indisponibilités des usagers, relais d'animations et d'actions de sensibilisation).

- Une **mise en réseau** plus forte favorisant la circulation des usagers voire des documents à l'échelle de la micro région, idéalement un transfert de compétences global vers la CINOR pour faciliter la gestion d'une offre intercommunale sur les trois communes.

- Le fonds "mal voyant" (Ste Marie) dont le caractère unique sur l'île lui confère un intérêt régional auprès de l'ensemble de la population mériterait d'être valorisé avec un catalogue accessible de n'importe quelle médiathèque de la Région.

L'expérience des Ideas box de Bibliothèques sans Frontière

Conçues pour apporter un accès à la culture et à l'information dans des situations de crise (au départ, destinées aux camps de réfugiés), les ideas box sont des médiathèques en kit qui proposent aux enfants et aux adultes un ensemble de services : connexion internet, tablettes tactiles, livres électroniques et papier, cinéma ambulant. Cet exemple est intéressant pour son caractère multiforme et complet de l'offre et surtout sa facilité à être transporté et mise en place sur le terrain.

Estimation du coût : entre 20 et 30 000 €



Prototype Philippe Starck – Ideas Box

2. Développement de la lecture sur le territoire Ouest (La Possession, Le Port, St Paul, Trois Bassins, St Leu)

Existant

- Une dizaine de bibliothèques ou médiathèques sur le territoire, une ouverture prochaine d'une nouvelle médiathèque à St Leu (quartier la Chaloupe), 3 projets à venir qui ajouteront 6 590 m² à l'existant (St Paul, Trois Bassins, St Leu) et une réflexion sur la Possession d'une médiathèque plus grande (objectif : 3000m²) mixant des missions classiques avec des prêts et des consultations de documents, des espaces de formation, d'apprentissage et de soutien scolaire, des services très conviviaux de type café (l'actuelle médiathèque ouverte en 2000 est trop petite pour la population : 875m² pour 30 000 habitants).

- Un territoire qui aura rattrapé son retard à court-moyen terme.

- Une offre mobile : médiabus sur St Paul et Trois Bassins.

Besoins

- Développer l'accès à l'offre de lecture publique sur les écarts quelles que soient les communes.

- Soutenir la création des projets actés ou en réflexion pour enrichir l'offre.

Propositions

- **Soutenir les projets à venir et encourager l'innovation** tant dans l'offre de service que dans l'aménagement des espaces et les partenariats indispensables à tisser avec le territoire et notamment le tissu associatif.
- **Mutualiser un fonds et des véhicules** pour desservir les écarts avec une contribution de chaque commune pour les moyens humains ou un soutien de l'intercommunalité. Deux possibilités sont à envisager : soit la priorité est de proposer une offre large et diversifiée de documents et la solution doit être un médiabus proposant environ 2000 documents empruntables, soit la priorité est de sensibiliser des populations éloignées physiquement et socialement de l'écrit, de la lecture ou autre forme culturelle et la solution peut être un véhicule plus léger avec des outils d'animation (caisses de documents, tapis lecture, écoute musicale, jeux...) permettant des actions hors les murs qui dépassent le prêt de documents, forme plus proche des bibliothèques de rue.

3. Développement de la lecture sur le territoire Sud (Les Avirons, Etang Salé, Cilaos, Entre Deux, Le Tampon, St Pierre, Petite Ile, St Joseph, St Philippe)

Existant

- A l'exception des Avirons et du Tampon, des bibliothèques vieillissantes et insuffisantes au regard de la population à desservir
- Un projet de médiathèque à court terme à St Joseph qui viendra renforcer l'offre.
- Des offres mobiles dans plusieurs communes ou en projet : St Pierre, St Louis, Le Tampon (projet)

Besoins

- Renforcer l'offre d'équipements avec des créations de nouveaux équipements.
- Renforcer l'offre d'équipements avec de la réhabilitation de structures existantes.

Propositions

- **Agrandir l'équipement de Cilaos pour atteindre 300m2 a minima et créer ainsi une structure** qui mutualise médiathèque (avec une offre internet en libre accès) et office du tourisme avec un fonds valorisant le patrimoine local, la mise à disposition d'informations et de documentations sur les activités touristiques, la botanique et un espace présentant le patrimoine local et son histoire.
- **Agrandir les structures de l'Entre Deux, de Petite Ile (centrale) et d'Etang Salé** pour atteindre des superficies de 500 à 700 m2 a minima en fonction de la taille de la commune, développer les services et notamment le numérique et intégrer un espace de vie multifonctionnel et polyvalent permettant d'accueillir le tissu associatif local et créer ainsi une plus forte proximité avec la médiathèque.
- **Créer une médiathèque sur le centre de St Louis** : 1 500 m2 a minima compte tenu de la taille de la commune et de l'existant et de la structuration urbaine des différents quartiers, compte tenu des priorités de la ville en direction de la jeunesse, outre une offre jeunesse forte sur la médiathèque, nous suggérons de créer un équipement en coopération avec les besoins de la politique jeunesse (espace d'accueil de centre de loisirs, espace jeunes/ados, ateliers de pratique artistique...).
- **Réhabiliter la médiathèque de St Pierre** : idéalement, il faudrait un équipement de 3 000 m2 a minima sur cette ville réhabiliter l'actuel équipement pour moderniser les services, les espaces, les rendre plus conviviaux avec une densification des volumes documentaires, des espaces de lecture, d'écoute, de

visionnage plus nombreux et plus diversifiés concernant l'ambiance (moins salle d'étude et plus salon de lecture).

- Comme sur les autres territoires, **mutualisation d'une offre mobile**.

4. Développement de la lecture sur le territoire Est (La Plaine des Palmistes, St Benoît, Bras Panon, Salazie, St André, Ste Rose)

Existant

- Des projets à court terme à Ste Rose et St Benoit avec l'annexe de Bras Fusil qui viendront renforcer l'offre actuelle.

- Des bibliothèques vieillissantes et pour certaines assez cloisonnées.

- Des moyens humains et d'activités plus réduits que dans d'autres territoires compte tenu de la taille des communes : Salazie, Ste Rose, Bras Panon, La Plaine des Palmistes.

- Une partie des bibliothèques payante dans un territoire particulièrement modeste (la Plaine des Palmistes propose la gratuité depuis peu pour tenir compte des difficultés de sa population, il en est de même à Ste Rose et Salazie).

Besoins

- Repenser certaines structures pour les rendre plus attractives.

- Renforcer la coopération territoriale pour soutenir les équipes isolées et favoriser la mutualisation de l'offre de services et des collections.

- Rendre les médiathèques plus facilement accessibles.

Propositions

- **Rendre les équipements de ce territoire plus accessibles** en encourageant la gratuité des médiathèques.

- **Encourager la coopération** territoriale amorcée par la CIREST : mutualisation de l'action culturelle, échanges des bonnes pratiques notamment sur le volet partenarial en direction des populations les plus en difficultés.

- **Réhabiliter certains équipements** en tendant vers moins de cloisonnement, plus de convivialité des espaces : à St André, St Benoit et Bras Panon où il faudrait prévoir un agrandissement.

- **Sur Salazie agrandir** l'équipement entre 450 et 550 m2 a minima proposant une transversalité entre lecture publique, valorisation du patrimoine et office du tourisme.

Portage

Globalement ces actions relèvent de portages communaux et/ou intercommunaux soutenus par l'Etat via la DAC OI sur le volet investissement dans le cadre de création et de réhabilitation de bibliothèques.

Les investissements peuvent être également soutenus par la Région, dans le cas de la poursuite du Plan de Relance Régional.

◆ Préserver l'offre du livre sur le territoire

Existant

- Fragilité des entreprises du livre sur l'île : maisons d'édition et librairies.
- Les librairies et certaines maisons d'édition bénéficient de soutiens publics sans lesquels l'activité ne pourrait se maintenir ou se développer : aide au transport de l'Etat pour les libraires et importateurs de livres (environ 2 millions d'euros), soutien de la Région aux entreprises d'édition pour des aides à la publication (150 000 euros en 2013).
- Les librairies ont des difficultés à maintenir un niveau satisfaisant de rentabilité malgré la diversification des activités (papeterie par exemple) : marché parfois confidentiel, concurrence accrue des grandes surfaces et ventes en ligne (délais d'acheminement plus intéressants), difficulté à recruter ou à garder des personnels formés...
- Plusieurs librairies indépendantes ont reçu le label national LIR qui reconnaît leur qualité (attribution pour 3 ans) et permet une valorisation auprès de la clientèle, de bénéficier de subvention du Centre National du Livre pour la mise en valeur des fonds en librairie (aide VAL). Ce label offre la possibilité d'une exonération de la contribution économique territoriale, si la collectivité concernée (commune ou intercommunalité mais aussi dans une moindre mesure Département et Région) l'accepte. Or, à la Réunion aucune librairie labellisée ne bénéficie de ces exonérations. Au niveau national, plus des 2/3 des librairies labellisées LIR ont bénéficié d'exonération (au moins partielle).
- Les maisons d'édition, bien qu'elles se caractérisent par une réelle dynamique depuis une dizaine d'années, restent fragiles : petites équipes, difficultés de diffusion sur un marché élargi, coûts de transport importants à différents niveaux de la chaîne (impressions en dehors de l'île pour des questions de coûts et de savoir faire, frais de transport vers les lieux de vente en dehors de l'île).

Besoins pour les librairies

- Maintenir pour les librairies indépendantes une activité de qualité, attractive et qui reste compétitive : nécessité de recruter du personnel formé, besoin de réduire les délais de livraison depuis la métropole, besoins de soutiens financiers.

Propositions pour les librairies

- **Mettre en application l'exonération** partielle ou totale de charges (contribution économique territoriale, ex taxe professionnelle) pour les librairies labellisées LIR en sensibilisant les intercommunalités concernées.
- **Maintenir le dispositif** national d'aide au transport : sans cette aide le prix du livre à la Réunion ne pourra pas être maintenu au niveau actuel, à savoir pour le livre scolaire : alignement sur le prix métropole, pour les autres livres : prix métropole +15%. Le livre serait encore moins accessible pour une population de plus en plus en difficulté économiquement,
- Accompagner les librairies pour **activer les aides nationales**¹ : ces aides connues des professionnels de la Réunion et pour certaines déjà activées (ex : VAL) sont difficiles à solliciter car elles nécessitent du temps souvent difficile à consacrer sur le montage des dossiers (pour rappel, les librairies sont des petites structures) et

¹ Subvention pour la mise en valeur des fonds en librairie (aide VAL), garantie financière de l'IFCIC pour faciliter les prêts bancaires, Fonds d'avances de trésorerie aux librairies indépendantes (FALIB) géré aussi par l'IFCIC, aides de l'ADELC (Association pour le Développement de la Librairie de Création) pour les librairies indépendantes de littérature générale...

que leur activation est souvent complexe (certaines nécessitent un suivi des banques qui, à la Réunion, n'a pas été effectif sur quelques exemples récents), donc il s'agit vraiment de soutenir les acteurs dans leurs démarches et leurs dossiers.

- Mettre en place un **protocole Etat-Région** (exemple du protocole d'accord sur le développement de l'économie du Livre en Aquitaine) de maintien et de développement de la librairie indépendante mobilisant les aides actuelles de l'Etat, de la Région et leur élargissement (budgétaire ou de périmètre par rapport aux dispositifs existants) : valorisation des fonds thématiques, élargissement aux librairies de l'aide aux entreprises culturelles qui pourrait être abondée par l'Etat, aide à la création d'emploi qualifié permettant de rendre l'offre attractive (conseil auprès de la clientèle, développement de nouveaux services ou produits tels que les plate-formes numériques permettant de commander des ouvrages, d'accéder aux informations des libraires comme des coups de cœur, des conseils...), aide aux projets innovants (volet numérique), aide aux projets d'actions culturelles et de programmes d'animations innovants et coopératifs, aides aux investissements (numérique, aménagements pour la mise en valeur de certains fonds notamment les éditions régionales, informatisation...), aide pour accéder à des conseils juridiques, financiers (ex : montage de dossier, expertise financière par un cabinet comptable, études de marché, expertise individuelle face à des situations difficiles telles qu'un problème de trésorerie, de stock..).

Besoins pour les maisons d'édition

- Développer leur activité en élargissant leur marché et en soutenant les prises de risque inhérente à chaque projet d'édition ainsi que l'emploi à même de dégager des ressources propres.
- Soutenir l'activité des éditeurs pour leur permettre de dégager des marges plus importantes et faire baisser le prix du livre.

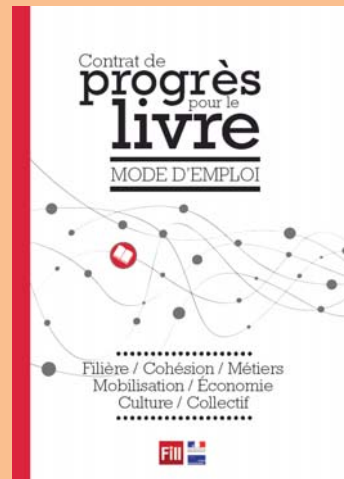
Propositions pour les maisons d'édition

- **Maintenir le soutien régional** mis en place dans le cadre du dispositif d'aides aux entreprises culturelles permettant un accompagnement de la prise de risque et de l'innovation de projets éditoriaux.
- **Accompagner les éditeurs pour solliciter les aides et dispositifs nationaux**² qui les concernent (certaines concernent des éditeurs ayant au moins 100 000€ de chiffres d'affaires, soit une petite minorité des éditeurs réunionnais) : comme pour les librairies, le besoin est vraiment de faciliter les démarches, de faire gagner du temps aux éditeurs en ciblant les aides en adéquation avec les besoins, en aidant à la constitution des dossiers.
- Mettre en place un **protocole Etat-Région** pour croiser les financements et les dispositifs dans un contrat de filière. On peut prévoir un protocole commun avec le volet librairie comme l'ont fait la Région Aquitaine et la DRAC Aquitaine.

² Centre National du Livre, aides à l'exportation de la Centrale de l'édition à l'étude (aide au transport en cours de réflexion pour la zone Réunion, Maurice, inter îles), d'Ubifrance, de la Coface...

Les contrats de progrès ont été initiés par les Conseils régionaux mais ils sont dans leur ensemble portés conjointement par l'État et la Région concernée. Néanmoins, ils peuvent tout à fait être signés avec d'autres collectivités ou organisations représentatives qui souhaiteraient s'impliquer dans le dispositif.

Au sein des Conseils régionaux, c'est en général la direction du développement économique qui a en charge la mise en place des contrats de filière. Pour l'État, le contrat appelle la coopération entre les services du ministère de la Culture et de la Communication, centraux et déconcentrés, et l'opérateur du Ministère, le CNL. Les conseillers pour le livre et la lecture, au sein des Drac, organisent cette coopération.



Le contrat de progrès permet :

- de retravailler les dispositifs existant en les rationalisant ou créer un cadre et des actions ;
- de rendre cohérent l'ensemble des politiques territoriales en faveur du livre ;
- de travailler la complémentarité des aides nationales et régionales ;
- d'élargir les aides en tenant compte de l'ensemble des besoins d'une filière ;
- de renforcer les moyens financiers disponibles et de les inscrire durablement dans les politiques menées ;
- de donner une visibilité politique à la filière du livre ;
- de s'inscrire dans une dynamique territoriale lorsque la Région porte d'autres contrats de filière ;
- de s'inscrire dans une dynamique nationale encouragée par le ministère de la Culture et de la Communication.

Un tel contrat nécessite une filière du livre structurée et un chef de file, ce qui n'existe pas vraiment encore à la Réunion. Aussi est-il important dans la mise en œuvre du schéma de penser la structuration de la chaîne du livre et le portage d'un certain nombre d'actions : création d'un Centre Régional du livre, Agence culturelle régionale avec un département livre, un service au sein de la Région ? (voir partie mise en œuvre).

B – Garantir le passage au numérique

MAILLONS PRINCIPAUX DE LA CHAÎNE DU LIVRE CONCERNÉ				
Auteurs	Editeurs	Libraires	Bibliothèques/médiathèques	Autres acteurs de la chaîne du livre (associations, cases à lire...)

B - Garantir le passage au numérique

Pour les acteurs de l'économie du livre				
- formations				
- aide à la visibilité des éditeurs sur internet : numérisation des catalogues et référencement (aide repérage)				
- aide aux libraires pour la vente en ligne de certains libraires				
Pour les bibliothèques et médiathèques				
- formations				
- création d'un portail numérique commun avec des abonnements à des ressources numériques				
- numérisation de fonds				
Pour appuyer le développement de nouveaux services				
- implantation espaces numériques				
- développement de la médiation sur des projets innovants				

Rappel du constat

L'ensemble des acteurs de la chaîne du livre à la Réunion n'a que peu anticipé sur les questions d'évolution des pratiques de lecture avec le numérique.

Par exemple dans les médiathèques de la Réunion il existe très peu de propositions d'offres documentaires numériques, alors qu'il s'agit d'un enjeu majeur et ce d'autant plus dans un contexte de baisse des budgets d'acquisition.

Or il s'agit d'une **mutation essentielle au niveau des pratiques de la population**. En jouant un rôle d'interface dans l'accès au numérique dans un environnement convivial et ouvert à tous, la médiathèque est elle-même un média vers le numérique.

Besoins

Accompagnements à la connaissance et à la formation sur les questions numériques, mise en lien avec les réflexions menées au niveau national.
Soutien pour intégrer le numérique dans les activités.

◆ Propositions pour les acteurs de l'économie du livre

- Mettre en place un **cycle de formations dédié** à la question du numérique en ciblant les approches qui permettent aux acteurs de s'informer et de réaliser une

veille intellectuelle du secteur, ses évolutions, les exemples de solutions techniques existantes face aux problématiques de leur activité plutôt qu'une formation aux outils numériques eux-mêmes. Les sujets sont donnés **à titre d'illustration**, ils seront à réactualiser en fonction de la période de lancement des formations et des besoins exprimés par les acteurs du territoire :

- pour les auteurs et éditeurs : évolution des droits d'auteurs et des contrats,
- pour les éditeurs et les librairies (dont la plupart sont déjà présents sur Internet) : communiquer sur sa librairie ou sa maison d'édition par le web, développement Internet, blog, réseaux sociaux / diffusion et distribution du livre numérique / l'édition numérique et le droit... avec une vue d'ensemble sur les différentes thématiques,

- Accompagner financièrement le développement d'outils numériques pour les professionnels :

- pour les éditeurs : aide au développement de la présence en ligne de leurs catalogues pour une meilleure visibilité sur Internet pour toucher plus de clients (voir exemple de la Région Languedoc Roussillon) grâce à un meilleur référencement et une numérisation des catalogues.
- pour les libraires : aide à la mise en place de vente en ligne pour celles qui n'en disposent pas encore.

L'expérience de la Région Languedoc-Roussillon :

Extension de la présence numérique des éditeurs : « Il s'agit de numériser des catalogues d'éditeurs afin de créer une base de données intégrable aux grandes plate-formes de diffusion du livre numérique sur internet et particulièrement le projet national Gallica. En effet chaque éditeur dispose de son catalogue en format numérique, disponible généralement sur son site internet à l'usage des visiteurs. Ici le projet consiste d'une part à intégrer ce catalogue sur les plate-formes de diffusion mais aussi de faire apparaître ces données sur les grands moteurs de recherche (Google, Yahoo, Bing, ...). A partir d'une simple recherche, le nom de l'éditeur, de l'auteur ou de l'ouvrage remontera parmi les réponses. De fait, leur présence sur internet sera démultipliée. »

Coût pour 45 maisons d'édition : 9 000 € dont 5 000 € de numérisation des catalogues.

DRAC Rhône-Alpes

Aide à l'informatisation pour les librairies, aides à la création d'un site Internet ou à l'adhésion à des sites portails de la librairie indépendante. Soutien à hauteur de 50%, plafond de 7 000 €.

◆ **Propositions pour les bibliothèques et médiathèques**

Un **plan de formation** pour les professionnels de la lecture publique sur les ressources numériques doit être mis en place, à la fois pour présenter les possibles en termes de ressources numériques, et pour travailler au positionnement du professionnel en bibliothèque par rapport à ces ressources : rôle de conseil, d'accompagnement dans l'accès, de hiérarchisation des ressources, d'ouverture à une économie de plate-forme de services, la

bibliothèque étant appelée à proposer un bouquet de services et plus seulement prêter des livres...

Il est indispensable que ce plan de formation soit accompagné **d'un soutien au développement des services numériques pour la population**. Ce soutien peut passer par un financement aux abonnements aux ressources numériques par bibliothèque, mais il serait encore plus pertinent au vue de la faible avancée des bibliothèques de la Réunion sur ce sujet de mettre en place un **portail numérique** commun pour l'ensemble des bibliothèques, en organisant ainsi une négociation collective avec les fournisseurs de service. Sur ce point et en fonction du bilan qui est en cours, le développement des services numériques pourra s'appuyer sur le projet PNB (Prêt Numérique en Bibliothèque) lancé par Dilicom (service interprofessionnel destiné depuis 1989 à faciliter le développement des Echanges de Données Informatisés (EDI) dans le secteur commercial du livre) et le CNL (Centre national du livre) et en cours d'expérimentation. Ce projet vise à faciliter les interactions entre éditeurs, librairies et collectivités, permet de mettre à disposition des usagers des offres de lecture numérique en s'affranchissant des plate-formes dédiées à un catalogue. Critiqué par l'IGB (Inspection générale des bibliothèques) et de nombreux professionnels, le projet PNB demande à être observé.

La BDR et la médiathèque de St Paul sont les 2 équipements remarquables en région à avoir bénéficié du concours particulier 2^{ème} fraction. Elles sont appelées à développer un axe fort de coopération en faveur du réseau. Elles pourraient être sans doute le ou les coordinateurs légitimes de cette question, appuyées par l'Etat via les dispositifs de soutien au développement numérique.

Enfin, la **question de la numérisation de certains fonds** relevant du patrimoine littéraire de l'Île peut se poser dans le volet numérique. Le Département mène une réflexion actuellement sur la numérisation d'ouvrages (en complément de l'Iconothèque déjà mise en œuvre). Certaines bibliothèques du territoire ont identifié parmi leurs collections des fonds quasi uniques (à croiser avec le patrimoine de la BDR) dont la numérisation et leur valorisation sur un portail permettraient une visibilité plus large et peut-être une conservation plus sûre.

Première estimation financière

- étude pour un portail et un accès commun à des ressources numériques : **25 à 30 000€**,
- portail : investissement entre **150 et 250 000€ (en fonction du nombre de médiathèques adhérentes)**, fonctionnement (hors personnel) tel qu'abonnements à des ressources entre **50 et 80 000€** annuels (sous réserve d'une baisse des coûts de la part des fournisseurs)

◆ **Propositions pour appuyer le développement de nouveaux services à la population**

Dans le cadre d'un appel à projets, incitation au développement de deux grands types d'actions :

- l'implantation d'espaces numériques, par exemple dans les médiathèques, pour développer des services adaptés avec un personnel formé (ex : dispositifs de visio rendez-vous permettant l'accès à distance aux services publics pour les territoires ruraux...)

- les actions de médiation et d'animation innovantes permettant l'accessibilité et la familiarisation au numérique (accès aux ressources numériques, accès à la connaissance, la formation, e-inclusion, lutte contre l'illettrisme... ateliers d'informatique croisés avec découverte de l'univers d'un auteur...), les porteurs de projets pouvant être les médiathèques, les librairies, le secteur associatif, ...

C – Valoriser la littérature réunionnaise ici et ailleurs

MAILLONS PRINCIPAUX DE LA CHAÎNE DU LIVRE CONCERNÉ				
Auteurs	Editeurs	Libraires	Bibliothèques/médiathèques	Autres acteurs de la chaîne du livre (associations, cases à lire...)

C - Valoriser la littérature réunionnaise ici et ailleurs

Soutenir les salons existants et la présence réunionnaise dans les salons extérieurs					
Développer la présence de la littérature réunionnaise dans les médias					
- production médias					
- attaché de presse					
Développer les contacts entre les auteurs réunionnais et la population réunionnaise					
- élargissement plateforme "tournées générales"					
- formation pour accueil des auteurs en médiathèque					
- développement de la médiation sur des projets innovants					
Mettre en place un temps fort autour du livre					
Travailler le lien tourisme-littérature					

◆ Soutenir les salons existants et la présence réunionnaise dans les salons extérieurs

Rappel du constat

- Trois salons du livre existent sur le territoire : deux salons spécialisés (le salon du livre jeunesse et le salon de la bande dessinée, une année sur deux en alternance) et un salon généraliste à St Pierre avec une première édition en 2013. Les moyens des deux salons historiques sont aujourd'hui fragiles. Leur pérennisation est questionnée d'année en année.
- Les éditeurs réunionnais (jeunesse) par le biais de la Réunion des livres sont présents au salon du livre jeunesse de Montreuil.
- Au salon généraliste national qui se tient annuellement en mars à Paris, certains éditeurs réunionnais sont présents sur le stand du ministère de l'Outre-mer.
- Que ce soit à Montreuil ou à Paris, les éditeurs de la Réunion s'ils sont présents ne sont pas toujours bien valorisés : stands qui manquent de visibilité généralement même si cette présence permet de développer des contacts au-delà des ventes proprement dites aux visiteurs du salon.
- Une majorité de Régions sont présentes aux salons du Livre et de la Presse Jeunesse de Montreuil en décembre et du livre de Paris en mars (par l'intermédiaire généralement de leur structure régionale du livre) et, d'année en année, leur visibilité est de plus en plus importante surtout pour les grandes régions.

Propositions

- Maintenir et optimiser la présence des éditeurs dans les salons nationaux en stabilisant la participation de la Réunion aux salons du livre dans la zone Océan Indien et en métropole (participation au salon jeunesse de Montreuil avec un stand dédié ; participation au salon du livre de Paris au sein d'un stand régional dédié dans la zone Outre-mer à l'instar du stand Océanie – Polynésie – Nouvelle-Calédonie).
- Soutenir davantage les salons du livre à la Réunion en optimisant les subventions publiques et en incitant les collectivités (communes et intercommunalités) à développer un soutien en nature (mise à disposition de locaux, de moyens de communication, de moyens humains en s'appuyant sur les bibliothèques publiques).
- Faciliter les liens et les coopérations dans la zone Océan Indien en favorisant la présence d'auteurs et d'éditeurs au salon Confluences qui a lieu tous les ans en mars sur l'île Maurice.

◆ **Développer la présence de la littérature réunionnaise dans les médias**

Rappel du constat

- Le livre et la lecture sont peu présents dans les médias les plus populaires (radio et télévision) aujourd'hui à la Réunion.
- La critique littéraire est relativement inexistante de manière générale et dans les médias à la Réunion.
- La visibilité de la production réunionnaise est faible à l'échelle nationale et à l'étranger, comme de nombreuses productions régionales.
- Des outils existent (catalogue papier 2012 de la Réunion des Livres pour les éditeurs jeunesse utilisé au salon de Montreuil de 2012 et 2013 et site internet) mais ils ne sont pas actualisés.

Propositions

Il est nécessaire de développer la présence de la littérature réunionnaise dans les médias afin de mieux la faire connaître auprès de la population, et ce à l'échelle de la Réunion et au niveau national.

Pour cela, **deux modes d'actions** peuvent être développés, pour répondre à ces deux périmètres d'intervention.

- Pour la **présence à la Réunion**, le plus efficace sera sans doute de proposer directement aux médias locaux des contenus présentant la création littéraire réunionnaise. Par exemple, un "coup de cœur des librairies et des bibliothèques" à un rythme hebdomadaire à la presse et/ou un flash radio et/ou TV hebdomadaire de 2 minutes. Ce focus pourrait être pris en charge à tour de rôle par des bibliothécaires et des libraires de la Réunion.

- Pour la présence média au niveau national, voire international (notamment dans la zone océan indien) un travail spécifique de contacts est à réaliser, dont pourrait être chargé **un attaché de presse spécialiste de la filière**. Un plan média impliquant l'ensemble des auteurs et éditeurs réunionnais pourrait également être mis en place à moyen terme afin de donner à voir la création réunionnaise dans sa globalité (au-delà du coup par coup lié au rythme des nouveautés).

Ce travail est nécessairement lié à une meilleure distribution des ouvrages concernés en métropole (si les éditeurs réunionnais ne sont, par exemple, pas davantage présents sur Internet et les libraires réunionnais qui les distribuent n'ont pas capacité à faire de la vente à distance, ce plan média risque d'avoir des retombées limitées).

Maison du Livre de Nouvelle-Calédonie

Un auteur en charge des relations partenariales en métropole et des relations presse est spécifiquement rémunéré (contrat de prestation) par la Maison du Livre.

Elle fait des allers-retours par période de six mois entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole, permettant à la fois de bien connaître la production littéraire calédonienne tout en ayant la possibilité de développer des partenariats spécifiques en métropole : par exemple avec la Bretagne sur la question de l'insularité et du voyage, avec le Conseil Général de Saône-et-Loire sur les questions des mines... Les relations avec la presse nationale passent essentiellement par ces partenariats, qui permettent le développement d'opérations spécifiques en métropole autour de la littérature de Nouvelle-Calédonie.

Un des premiers outils nécessaires à ce travail est la constitution d'un **catalogue** des éditeurs réunionnais : catalogue papier et numérique accessible sur un portail d'information présentant chaque année les nouveautés des éditeurs réunionnais. Ce catalogue devrait être complété par une newsletter des titres à paraître à diffuser auprès des librairies et bibliothèques de la Région voire au-delà pour les bibliothèques.

CRL Basse-Normandie et Haute-Normandie

Ces deux CRL se sont associés pour présenter deux fois par an les titres à paraître du semestre. Ce document en format numérique (<http://www.calameo.com/read/0000520984137d4404c0c>) est également

tiré à 1 200 exemplaires (coût 5 000€). Il est envoyé aux éditeurs, libraires, bibliothécaires, organisateurs de manifestation, presse des deux régions.



◆ **Développer les contacts entre les auteurs réunionnais et la population réunionnaise**

Rappel du constat

- Le contact entre les auteurs et la population est indispensable pour faire connaître la littérature réunionnaise et également pour favoriser l'oralité, l'envie de lire ou d'apprendre à lire.
- Si les nouveautés font l'objet de dédicaces en librairies et parfois en bibliothèques, la valorisation des textes majeurs de la littérature réunionnaise est trop souvent délaissée.

Propositions

- Créer une **plate-forme** permettant aux lieux susceptibles d'accueillir un événement littéraire d'identifier les auteurs disponibles, les actions qu'ils peuvent mener et leur actualité ; sur le modèle des cafés-culture mis en place par la Région et de la plate-forme de mise en relation entre musiciens et cafés culture, « tournées générales ». Cette plate-forme pourrait ainsi être ouverte à des lieux de type cafés littéraires (existants ou en devenir). Il s'agit là comme pour l'emploi

culturel d'élargir des projets ou dispositifs existants en intégrant mieux la filière du livre.

- Cadrer les **conditions d'accueil** des auteurs notamment dans les bibliothèques publiques, en s'appuyant sur les documents mis en place au niveau national (« comment accueillir un auteur – de la dédicace à la résidence » par exemple) et sur des formations à orienter sur ce sujet.
- Encourager les communes et intercommunalités à dédier un budget raisonnable pour l'**action culturelle**, permettant notamment de développer les interventions d'auteurs dans les structures culturelles.
- Le dispositif de soutien aux projets innovants de médiation (présenté dans l'axe A) pourra également intégrer un volet relatif à l'intégration des auteurs dans les projets retenus et soutenus.

Plate-forme musique "Tournée générale" (Pôle Régional Musiques Actuelles)
Ce dispositif financé par le Conseil Régional, la DAC OI, la Sacem et géré par le Pôle Régional des Musiques Actuelles a pour objectif la mise en relation des lieux de diffusion musicaux avec les groupes de musique, afin de structurer progressivement un réseau de lieux de proximité de spectacle et de renforcer la scène musicale réunionnaise.

◆ Mettre en place un temps fort autour du livre

Rappel du constat

Le succès public des manifestations telles que les salons y compris auprès de populations éloignées des pratiques culturelles incite à la création d'un moment festif et fédérateur autour de la lecture élargi dans le temps et sa zone géographique pour toucher l'ensemble de l'île.

Proposition

- Mettre en place un **temps fort autour du plaisir de lire et des métiers du livre**, tous les deux ans, qui réunisse l'ensemble des acteurs du livre à la Réunion, qu'ils soient privés, publics ou associatifs.
- Solliciter les différents acteurs du livre autour d'une thématique complémentaire des salons existants et transversale, avec la mise en œuvre d'actions spécifiques (rencontres avec un auteur, ateliers d'écriture, aboutissement de projets de partenariats avec des structures sociales, invitations croisées de libraires et d'éditeurs, ...)

Festival Passeurs de Monde(s) en Poitou-Charentes

Événement littéraire organisé tous les deux ans (en octobre) et piloté par le Centre du Livre et de la Lecture en Poitou Charentes, Passeurs de Monde(s) mobilise tous les acteurs du livre de la Région. Ce festival construit sa programmation autour d'une grande thématique "les littératures du monde" sans exclure les œuvres françaises et notamment les éditeurs régionaux.



En avant pays du livre (Avant Pays Savoyard)

« Au menu des ateliers d'écriture, des spectacles, des contes, des conférences, des rencontres avec les auteurs ... un engagement durable pour (re)dynamiser la lecture sur le territoire et faire évoluer l'intérêt pour l'écrit, par tous les publics et plus particulièrement par les jeunes ».

Coût : 30 000 € (dont budget communication)

◆ **Travailler le lien tourisme-littérature**

Rappel du constat

- Les éditions réunionnaises ne sont que très partiellement présentes dans les lieux fréquentés par les touristes alors qu'il existe une offre éditoriale susceptible de les intéresser (beaux livres, livres jeunesse, romans...).

Propositions

Afin de valoriser la production éditoriale auprès des touristes, différentes actions peuvent être conduites, en étroite collaboration avec les opérateurs touristiques.

- Il s'agit en premier lieu de **développer la présence des ouvrages des maisons d'édition réunionnaises**, d'en améliorer la visibilité par des présentoirs identifiés et chartés "édition réunionnaise" dans un espace Océan Indien au sein d'espaces de vente (aéroport, syndicats d'initiative et offices de tourisme, musées et lieux d'exposition avec boutique...), en faisant une démarche coordonnée des éditeurs auprès de ces espaces de vente.

- Les **sites internet** tels que Île de la Réunion Tourisme géré par le Comité Régional du Tourisme sont également des espaces de visibilité et de références pour les touristes. Une rubrique littérature pourrait ainsi être proposée sur le site de l'IRT (aujourd'hui il existe une petite partie « culture » dans la rubrique « produits locaux à découvrir » qui parle très vite de littérature réunionnaise).

- Les **guides touristiques** pourraient également être sollicités pour inclure une partie dédiée à la littérature (ce que certains font déjà).

- Les visites guidées et les parcours touristiques pourraient être organisés sur des thématiques croisées littérature/paysages, littérature/patrimoine, ...

D – Professionnaliser les acteurs de la chaîne du livre

Cet axe est transversal aux axes précédents, ne sont ici détaillées que les actions complémentaires. En effet, les questions d'aide à la structuration économique des entreprises du livre (axe A – Préserver l'offre de livre sur le territoire), de l'accompagnement au passage au numérique participent de la professionnalisation des acteurs du secteur. Pour être la plus efficiente, cette professionnalisation doit se faire dans une perspective de coopération interprofessionnelle, en permettant une réelle dynamique interprofessionnelle à la Réunion, en s'appuyant par exemple sur les formations croisées.

MAILLONS PRINCIPAUX DE LA CHAÎNE DU LIVRE CONCERNÉ				
Auteurs	Editeurs	Libraires	Bibliothèques/médiathèques	Autres acteurs de la chaîne du livre (associations, cases à lire...)

D - Professionnaliser les acteurs de la chaîne du livre

Développer une démarche de GPEC à l'échelle de la filière du livre					
Renforcer la formation continue					
Inciter au développement de résidences d'auteurs					

◆ Développer une démarche partenariale de GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) à l'échelle de la filière du livre

Rappel du constat

Les entreprises de la filière du livre montrent certains signes de fragilité dont celui de l'emploi et de la capacité des entreprises à embaucher des personnes qualifiées, à professionnaliser ses salariés et à élargir leurs compétences. Des problématiques similaires se retrouvent au sein de la fonction publique territoriale dans les bibliothèques publiques.

De plus, le secteur du livre est mouvant d'un point de vue technologique et la gestion des ressources humaines doit anticiper ces évolutions.

Il est ainsi nécessaire d'initier une démarche d'accompagnement des mutations

Propositions

- Lancer une **démarche de GPEC** sur la filière livre, avec l'ensemble des partenaires publics et sociaux concernés : diagnostic, plan d'action concerté entre plusieurs acteurs autour d'objectifs partagés, et ce dans une dimension prévisionnelle voire prospective. Il s'agit de mettre en œuvre une action partenariale d'adaptation des dispositifs d'emploi-formation aux besoins existants et à venir du territoire et de ses acteurs et ainsi de mettre en cohérence des besoins en termes d'emploi et de compétences des entreprises avec les ressources disponibles sur le territoire.

Exemple du spectacle vivant : dispositif d'appui aux TEP (Très Petites Entreprises – moins de 10 salariés) – septembre 2013

Ce dispositif d'appui entièrement financé par le ministère de la Culture et de la Communication, la Commission Paritaire nationale emploi formation spectacle vivant (CPNEF - SV) et l'Afdas (Fonds d'assurance formation des secteurs de la culture, de la communication et des loisirs) s'adresse plus particulièrement aux entreprises de 5 temps plein maximum. Ce soutien propose un accompagnement adapté à chaque entreprise (5 jours consultants en continu ou discontinu) sur 3 champs spécifiques : organisation et management, ressources humaines, gestion économique et financière. A l'issue du processus, le consultant qui accompagne la structure remet un diagnostic de la situation de l'entreprise et un plan d'action en GPEC.

Notons, par ailleurs, que ce dispositif récent découle d'un accord cadre national ADEC (Actions de développement de l'emploi et des compétences) signé en 2009 par la branche du spectacle vivant et l'Etat en faveur des salariés et des entreprises de ce secteur.

◆ Renforcer la formation continue

Rappel du constat

- Des besoins de formation exprimés par les acteurs de la chaîne du livre dans chacun des domaines.
- Des besoins de formation au regard d'un niveau de services et de qualité attendu : qualité de l'écriture, qualité des services rendus en bibliothèque et librairie, approfondissement des compétences dans l'édition...
- Peu de prise en compte des problématiques du numérique que ce soit dans l'offre publique ou dans les structures de l'économie du livre.

Propositions

- Pour accroître les compétences professionnelles des acteurs de la chaîne du livre et les aider à intégrer le numérique dans leurs activités, un certain nombre de formations devront être mises en place.
- Plusieurs points doivent être pris en compte :
 - la formation des agents des bibliothèques, notamment les personnels de catégorie C devrait être particulièrement revue. Exemple, nouvelle mouture pour la reprise en 2014 de la formation d'auxiliaires de bibliothèque dispensée par l'ABF.
 - des formations croisées entre les acteurs de la chaîne du livre, **ce croisement sera évidemment bénéfique pour le développement de l'interprofessionnel, car les formations sont des moments de rencontres et d'échanges dont l'apport dépasse largement la formation elle-même dans les liens qu'elles créent et maintiennent entre les professionnels.**
 - pérennisation des formations auprès des auteurs suite à l'expérience atelier d'écriture "Udir-Gallimard" pour **permettre aux auteurs d'améliorer leur travail d'écriture.**
- 5 à 8 formations ou journées d'étude par an dont une partie en transversalité.

Thèmes envisageables à court et moyen terme :

- **accueillir et conseiller le public en bibliothèque et librairie**
- **donner le goût de la lecture, de l'écrit, l'envie de découvrir le texte auprès de populations qui n'en expriment pas forcément l'intérêt**
- **contrats et droits d'auteurs pour éditeurs et auteurs**

- **qualité de l'écriture pour les auteurs**
- **gestion des PME**
- **livre et numérique pour les bibliothèques, les éditeurs et les libraires, ainsi que les auteurs** (voir partie consacrée au numérique dans l'axe B du présent document)
- Différents partenaires doivent être sollicités sur la formation
 - Pour les éditeurs et libraires (partenaires financiers ou partenaires pour les contenus et intervenants potentiels) : OPCA librairie, éditeur : AGEFOS PME par exemple ; Association UDIR pour les auteurs ; Institut National de Formation de la Librairie INFL ; SNE (syndicat national de l'édition), SNL (syndicat national de la librairie), SGDL (Société des gens de lettres).
 - Pour les bibliothèques territoriales et universitaires : communes, intercommunalités, Université, Conseil Général, le CNFPT.
 - Certaines formations peuvent aussi faire l'objet d'une coopération dans la zone Océan Indien en ouvrant aux professionnels d'autres territoires.



Centre du Livre et de la Lecture Poitou-Charentes (proposition 2013) :

- journées d'étude transversales : les contrats d'édition (y compris édition numérique), pourquoi, comment, lesquels ? (2 demi-journées), des journées interprofessionnelles (ex : fabrication d'un livre numérique, renforcer son lectorat sur les réseaux sociaux, comment rémunérer les auteurs (1/2 journée), marchés publics (pour bibliothécaires

et libraires), numérique et commercialisation (1 journée)...

- formations ciblées : gestion des stocks pour les librairies (2 jours avec un coût de 1 500 euros par jour), panorama de l'édition numérique pour les éditeurs (1 journée), cession des droits à l'international (1 journée avec un coût d'intervention de 1 000 euros)....

Au total, le CLL Poitou Charentes a proposé 10 journées de formation et/ou d'information aux professionnels de son territoire. Les moyens déployés sont très variables car des interventions sont à titre gracieux ou réalisés en interne et d'autres sollicitent des consultants rémunérés en moyenne 850 euros la journée.

Par ailleurs, 3 éditeurs (jeunesse) ont fait l'objet d'un coaching spécifique dans le cadre de leur présence à la Foire de Bologne en 2013. Pour cela, le CLL a prévu un budget de 4 000 euros qui fait l'objet d'un budget exceptionnel de la DRAC et du service économique de la Région.

La Région Poitou Charentes est également pilote en 2014 d'une formation en direction des libraires (au minimum 10 participants) en collaboration avec l'INFL, le SFL et Agefos sur une formation relative aux flux en librairie.

◆ **Créer un dispositif de soutien aux résidences d'auteurs**

Rappel du constat

Les auteurs ont fait part de leurs principales difficultés dans l'écriture : le temps et la possibilité de s'extraire de son quotidien pour se concentrer pleinement sur son travail d'écriture

Propositions

- Il s'agit de **permettre aux auteurs de se consacrer à leur travail d'écriture, la création** et de se consacrer à la création ou finalisation d'une œuvre dans de

meilleures conditions matérielles, et en étant moins isolé. Ces résidences pourront avoir lieu à la Réunion, dans la zone Océan Indien, en métropole, ou encore à l'international, avec des dispositifs spécifiques pour chacun.

- La création de résidences d'auteurs à la Réunion permettra également de **développer un travail de médiation** avec la population du territoire autour de la création, de l'écriture, de la lecture.

- Modalités d'intervention :

- o Financement d'une résidence annuelle à la Réunion d'auteurs résidant à la Réunion sur la base de certaines conditions : pour un auteur, avoir publié un ouvrage à compte d'éditeurs dans les 10 dernières années, pour le second, présenter un projet d'écriture (soutien aux jeunes auteurs n'ayant pas encore publié). En parallèle de sa résidence, l'auteur peut participer à des actions de médiation (l'auteur ne doit pas y consacrer plus de 30% de son temps). En termes d'apport à l'auteur : logement (partenariat avec des mécènes ou des communes pour la mise à disposition d'un logement) si nécessaire + allocation d'environ 1 500 à 2 000 € par mois.
- o Aide technique et financière pour accéder aux résidences en métropole, dans la zone Océan Indien et à l'étranger : soutien d'une résidence annuelle en dehors du territoire. Pour cela, sera proposé aux auteurs un soutien technique pour repérer et postuler à une résidence, ainsi que la prise en charge des frais de transports depuis la Réunion.

- Au total une enveloppe globale de 20 000 € pour 3 résidences de 3 mois dont une en dehors du territoire devra être prévue.

Région Rhône-Alpes :

- aide aux auteurs installés en Rhône-Alpes depuis au moins un an et ayant publié au moins un livre à compte d'éditeur pour une résidence en Rhône-Alpes ou en dehors : 1 800€/mois, (hors frais de transport, frais d'hébergement).
- aide aux organisateurs de résidences d'auteurs (associations, collectivités, entreprises) : aide forfaitaire de 10 000€ maximum

L'association Cali de l'île de Ouessant accueille des écrivains ayant un projet en rapport avec l'insularité (sujet traité dans un ouvrage ou écrivain insulaire). La résidence a lieu au Sémaphore du Créac'h sur l'île entre 2 et 4 mois et la bourse est une bourse CNL.

III – ELEMENTS DE MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA REGIONAL

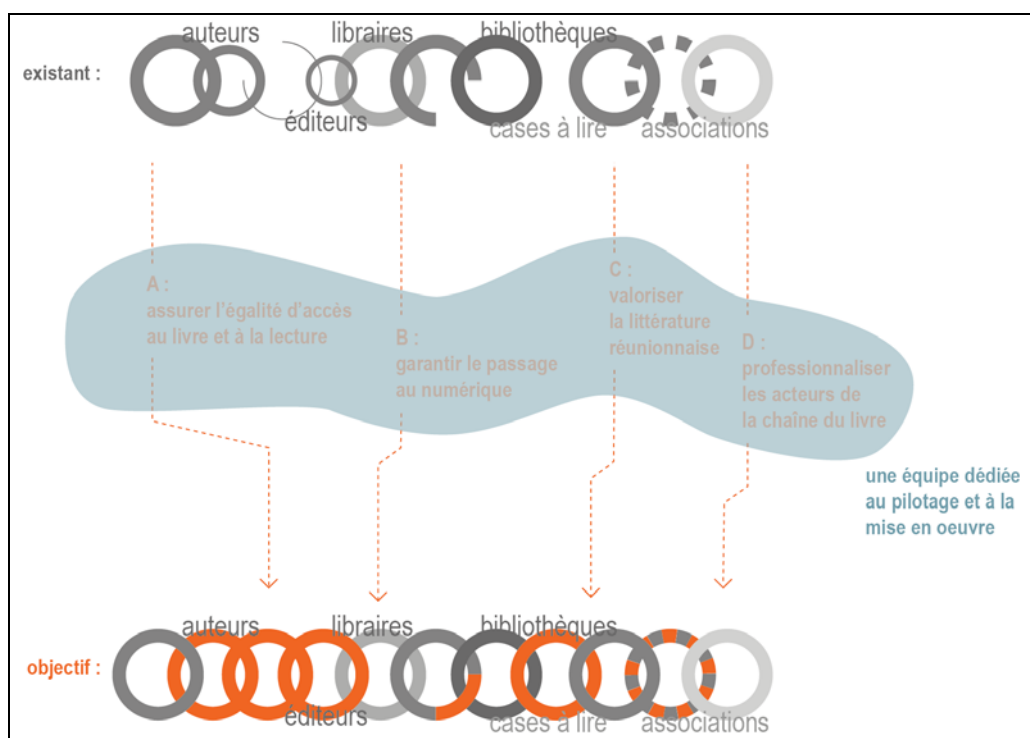
III.1 Nécessité d'une structure interprofessionnelle

Rappel du constat

- Une association qui travaille sur l'interprofessionnel mais dont les missions ne sont pas stabilisées ni reconnues par tous et dont les moyens sont fragiles.
- Un besoin de travail interprofessionnel pour faciliter la dynamique du secteur du livre. Ce besoin est reconnu par une grande majorité des acteurs de la chaîne du livre.
- Parallèlement, un besoin de structuration des acteurs de terrain par filière en complémentarité d'une structure interprofessionnelle et pour une plus grande efficacité de cette structure.
- Des structures interprofessionnelles qui existent dans 22 régions de France (statut associatif, EPCC ou service intégré à un Conseil Régional).

Propositions

- Il s'avère essentiel à moyen terme de **mettre en place une équipe dédiée au développement de la coopération interprofessionnelle** dans le secteur du livre, qui pourrait assurer le portage d'un nombre important d'actions. En effet, les différents entretiens menés en première phase ont montré le souhait et le bénéfice d'un développement du travail interprofessionnel, étant donné des problématiques communes auxquelles doivent faire face les acteurs du livre et de la lecture.



- Cette équipe sera soit située au sein d'une structure dédiée au livre, soit au sein d'une agence culturelle plus large travaillant sur plusieurs champs culturels (scénario privilégié parce qu'il serait plus adapté à la conjoncture et à l'évolution pluri média des pratiques culturelles).

- Constituée de 2 chargés de mission "livre" dans un premier temps, cette équipe aura en charge l'animation du travail de coopération et pourra animer certaines actions présentées précédemment dans le plan d'actions.

- En fonction des choix opérés par les partenaires sur le territoire, cette structure peut être de statut associatif, en établissement public régional ou en établissement public de coopération culturelle (EPCC). Nous recommandons que pour garantir l'implication des différentes collectivités du territoire, soit écartée rapidement l'hypothèse d'intégration d'une telle équipe au sein d'un service de collectivité. Le statut d'établissement public serait le plus à même de garantir un financement pérenne, une stabilité à l'équipe en charge de ce travail, le partenariat public (si EPCC) ainsi que la représentation des professionnels.

- Les **coûts de fonctionnement** de cette structure seront essentiellement composés des salaires des 2 chargés de mission (soit un total de 80 000 € à prévoir) et des locaux (location ou mise à disposition par une collectivité). Les budgets dédiés aux actions menées devraient également être compris dans le budget de cette équipe, soit une enveloppe prévisionnelle de 80 000 € pour la première année, avec un objectif de 100 000 € à 120 000 € de budget de projet au maximum.

Soit un total prévisionnel de 160 000 € à 200 000 € par an, à prendre en charge par les différents partenaires et collectivités du territoire.

Budget moyen des SRL en 2007 : 483 000 € / an (étude FILL 2007)

Nombre moyen de salariés : 6 postes

Budget du CRL Limousin : 400 000 € (même population que la Réunion), 6 postes

Maison du Livre en Nouvelle-Calédonie

Parmi les plus récentes structures du livre et de la lecture en région, la MLNC, de statut associatif, revêt des missions équivalentes aux autres structures nationales :

- Soutien et accompagnement à la création, à l'édition, à la vie littéraire
- Promotion du livre calédonien
- Fonction ressources et de conseils
- Développement de la coopération interprofessionnelle
- Professionnalisation aux métiers du livre et de l'information
- Intégration des technologies numériques
- Assistance à l'instruction des demandes d'aides
- Au plan international, mise en réseau avec des structures similaires
- Favoriser la lecture et l'écriture
- Valoriser le patrimoine écrit et oral du territoire
- Favoriser l'utilisation des langues du Pays
- Outil territorial au service des acteurs de la filière du livre et de la population en Nouvelle-Calédonie et hors du territoire

- Il est important que chaque maillon de la filière du livre se structure afin d'appuyer l'entité interprofessionnelle et de constituer une force plus efficace sur des actions précises. Les bibliothèques sont d'ores et déjà organisées avec l'ABF (association des bibliothèques de France) Réunion, il s'agirait d'une structuration équivalente notamment pour les libraires, les éditeurs voire les auteurs.

IV – EN CONCLUSION

L'ensemble des actions présentées dans le Schéma constituent des propositions et recommandations de l'agence abcd, qui ont été travaillées avec les interlocuteurs au sein du Conseil Régional et de la DAC OI mais n'ont pas encore été validées et adoptées par le Conseil Régional et la DAC OI.

Cette validation sera nécessaire, tout comme les discussions et échanges avec les partenaires institutionnels pour la mise en place du Schéma : Conseil général, Intercommunalités, Communes...



6, boulevard de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 01 55 34 99 40
Fax : 01 55 34 99 41
Email : contact@abcd-culture.com
www.abcd-culture.com